

Service protection de l'environnement  
477 Boulevard de la Dollée  
BP 90286  
50000 Saint-Lô

Saint-Lô, le 13/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **UNICUIR (SA)**

39 rue de l'abreuvoir  
50500 Carentan-les-Marais

Références : DDPP50 2023 04597  
Code AIOT : 0055000261

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement UNICUIR (SA) implanté 39 rue de l'abreuvoir 50500 Carentan-les-Marais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Il s'agissait d'une inspection inopinée réalisée dans le cadre d'une perquisition menée par la gendarmerie de la Manche en cosaisie avec les services de la DDPP et de l'OFB.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNICUIR (SA)
- 39 rue de l'abreuvoir 50500 Carentan-les-Marais
- Code AIOT : 0055000261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- enquête sur la gestion des sels usagés produits par l'entreprise

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Autres déchets – Sel souillé	Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 16-3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
6	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Exploitation des installations	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités autorisées	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 3.1	Sans objet
3	Traçabilité des déchets et sous-produits d'origine animale	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 11	Sans objet
8	Eaux usées industrielles – normes de rejet	AP Complémentaire du 04/09/2020, article 10.3	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Aménagement du site	Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non conformités ont été relevées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Activités autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/09/2020, article 3.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de l'établissement sont classées conformément à la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes :			
N° de rubrique	Activité	Capacité caractéristique	Régime
2350	Tanneries, mégisseries, et <b>toute opération de préparation des cuirs et peaux</b> à l'exclusion des opérations de salage en annexe des abattoirs et de la teinture à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3630 : la capacité de production étant supérieure à 5 t/j	<b>Capacité journalière maximale : 40 t/j</b> <b>8 000 t/an</b>	A
2355	<b>Dépôts de peaux</b> , y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs : la capacité de stockage étant supérieure à 10 t (D)	<b>Quantité maxi stockée :</b> - Site principal 39 rue de l'Abreuvoir : <b>1 100 tonnes</b> - Entrepôt 110 rue de Blactot : <b>200 tonnes</b>	D

A : (autorisation) ; D : (déclaration)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

L'exploitation relève par ailleurs du régime de la déclaration prévu à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Régime	Désignation de l'activité	Capacité
2.1.5.0.	Déclaration	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles	1,9 ha

**Constats :**  
 Le bilan d'activité remis le jour de l'inspection fait apparaître un récapitulatif de marchandises en prestations s'élevant à 9 266 tonnes pour l'année 2022, alors que l'autorisation est prévue pour un tonnage annuel de 8 000 tonnes. Cette différence devra être explicitée. En cas d'augmentation de l'activité au delà des valeurs autorisées, un porter à connaissance devra être déposé.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 2 : Aménagement du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Champ d'application
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès du site doit être limité aux professionnels concernés.  L'ensemble de l'établissement doit être clôturé et maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.
<b>Constats :</b> Le site était bien clos le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Traçabilité des déchets et sous-produits d'origine animale**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/09/2020, article 11
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure du respect des exigences réglementaires applicables aux sous-produits animaux en matière de tri, catégorisation, traçabilité, étiquetage, stockage, transport et traitement ou valorisation.  L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ainsi que tous les documents attestant de leur prise en charge et de leur élimination (contrats, factures) par des sociétés spécialisées. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.
<b>Constats :</b> <b><u>Il n'existe pas de registre des déchets. Un registre chronologique de suivi de la production, de l'expédition et du traitement des déchets doit être mis en place dans les plus brefs délais.</u></b> Aucun justificatif de prise en charge des sels usagés n'a pu être remis le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 4 : Autres déchets – Sel souillé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 16-3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sel fait l'objet de plusieurs récupérations et réutilisations successives. Une fois saturé de graisse, n'étant plus utilisable pour l'activité de l'entreprise, il est évacué à destination d'une entreprise qualifiée pour traiter et recycler le produit.
<b>Constats :</b> Suite à l'inspection du 5 octobre 2022, un contrat permettant l'élimination des sels usagés en filière agréée devait être transmis sous deux mois à compter de la réception du rapport d'inspection daté du 12/12/2020. Le jour de l'inspection aucun contrat n'avait été transmis et aucun contrat n'a pu être remis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> un contrat conclu avec une entreprise agréée pour l'évacuation et le traitement des sels usagés devra être transmis sous 1 mois à compter de la notification de la mise en demeure. Les sels usagés présents dans la cour devront être évacués vers une filière agréée dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la mise en demeure. Par la suite, le stockage des sels usagés devra se limiter au hangar de stockage « sel et palettes ».

## N° 5 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de 34 big bags de sels usagés stockés sous hangar et environ 250 big bags stockés en extérieur sans aucune protection contre les intempéries. Il a pu être constaté un écoulement blanchâtre vers la grille avaloir située dans la cour de l'établissement et récupérant les eaux pluviales provenant de la zone de stockage des sels usagés extérieure.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> le stockage des big-bags de sels usagés extérieur devra être protégé contre les intempéries sous 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure. Les sels usagés présents dans la cour devront être évacués vers une filière agréée dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la mise en demeure. Par la suite, le stockage des sels usagés devra se limiter au hangar de stockage « sel et palettes ».

## N° 6 : Conception des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2008, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques. Ceci doit conduire à la réduction des quantités rejetées.

<b>Constats :</b> Les sacs de sels usagés stockés dans la cour étant non protégés contre les intempéries, ils génèrent des écoulement vers le réseau de collecte des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> le stockage des big-bags de sels usagés extérieur devra être protégé contre les intempéries sous 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure. Les sels usagés présents dans la cour devront être évacués vers une filière agréée dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la mise en demeure. Par la suite, le stockage des sels usagés devra se limiter au hangar de stockage « sel et palettes ».

#### N° 7 : Exploitation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/09/2020, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</li> <li>• la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;</li> <li>• prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</li> </ul> L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation, par des organismes compétents et agréés aux frais de l'exploitant, visant à vérifier les effets de l'établissement sur l'environnement.
<b>Constats :</b> Les sacs de sels usagés stockés dans la cour étant non protégés contre les intempéries, ils génèrent des écoulement vers le réseau de collecte des eaux pluviales. Ces émissions de polluants non maîtrisés rejoignent ensuite le milieu naturel via le bassin de collecte des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> le stockage des big-bags de sels usagés extérieur devra être protégé contre les intempéries sous 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure. Les sels usagés présents dans la cour devront être évacués vers une filière agréée dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la mise en demeure. Par la suite, le stockage des sels usagés devra se limiter au hangar de stockage « sel et palettes ».

#### N° 8 : Eaux usées industrielles – normes de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/09/2020, article 10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents admis dans le réseau en sortie de prétraitement, pour l'ensemble des exploitations, devront respecter les normes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le pH est compris entre 5,5 et 8,5.</li> <li>- la température maximale de l'effluent est de 30°C.</li> </ul>

L'effluent ne contient pas d'éléments toxiques, d'hydrocarbures et de dérivés halogénés, de composés cycliques, de tout élément qui contribuerait à favoriser la manifestation d'odeurs, de saveurs ou de colorations anormales.

L'effluent contient moins de 150 mg/l de graisses.

Le débit journalier maximum global est de 10 m<sup>3</sup> j.

Les flux totaux rejetés par les effluents de l'ensemble des sites respectent les paramètres suivants :

- matières en suspension (MES) : 15 kg/j ;
- demande chimique en oxygène (DCO) : 45 kg/j ;
- demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) : 15 kg/j ;
- chlorures : 4 kg/j.

L'exploitant fera procéder à des prélèvements, simultanément sur chacun des 3 points de rejet, par un laboratoire agréé en vue de vérifier le respect des paramètres ci-dessus (pH, T°C, graisses, débit journalier, MES, DCO, DBO5 et chlorures), selon un rythme minimal semestriel et les transmettra par courrier à l'inspection des installations classées. Le suivi est réalisé à partir d'échantillons prélevés sur une durée de 24 heures, proportionnellement au débit et conservés en enceinte réfrigérée.

Le résultat de ces mesures est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise, en réduisant ou arrêtant si nécessaire les activités concernées.

#### **Constats :**

Suite à l'inspection du 5 octobre 2022, l'exploitant a transmis par mail le 6 juillet 2022 une nouvelle convention de rejet fixant la concentration en chlorures à 210 000 mg/l, sans limite de flux. Les résultats d'analyses de chlorures sont alors conformes avec cette nouvelle convention. **Il est toutefois à noter que toutes les analyses réalisées sur le point "R2" ne portent à chaque campagne de prélèvements que sur des prélèvements instantanés et non 24 heures. L'absence en permanence d'écoulement significatif sur ce deuxième point de rejet pour permettre la réalisation de prélèvements 24 heures devra être justifié.**

Cette nouvelle convention ne prévoit plus de concentration maximale en graisses ; par ailleurs le débit maximum global est passé de 10 à 15 m<sup>3</sup>/j et les flux totaux rejetés par les effluents ont été augmentés de la manière suivante :

- matières en suspension (MES) : augmentation de 15 kg/j à 25 kg/j ;
- demande chimique en oxygène (DCO) : augmentation de 45 kg/j à 55 kg/j ;
- demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) : augmentation de 15 kg/j à 20 kg/j.

Cette nouvelle convention fait par ailleurs apparaître les concentrations maximales suivantes :

- DBO5 : 8 000 mg/l ;
- DCO : 20 000 mg/l ;
- MES : 2 000 mg/l.

**Ces modifications ainsi apportées à la convention devront être justifiées par l'exploitant.**

**Il apparaît par ailleurs que le flux en DCO mesuré en juin 2023 dépasse le flux autorisé par la convention : les résultats font apparaître un flux de 85 kg/j de DCO alors que la convention modifiée fait apparaître un flux maximum autorisé de 55 kg/j. Des dispositions devront donc être prises pour réduire la pollution émise. Ces dispositions devront être portées à la connaissance du service de l'inspection des installations classées.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites